

Lundi 1<sup>er</sup> Décembre 2008

## **La filière fruits et légumes inquiète**

A l'invitation du député Jacques Remillier, président du groupe d'études de l'Assemblée nationale sur les fruits et légumes (78 députés), le collectif « Sauvons les fruits et légumes », qui rassemble une cinquantaine d'acteurs économiques par produits, a alerté le 26 novembre les députés et la presse sur les risques d'une interdiction drastique des pesticides sur 18 espèces de fruits et légumes. Ce collectif a présenté à l'Assemblée nationale une étude d'impact sur les conséquences qu'entraîne l'interdiction des pesticides pour 18 espèces. Inspirée en grande partie par le Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes (CTIFL) et des chercheurs de l'Inra, ce travail attire l'attention sur le risque de voir de nombreuses productions devenir non viables sur les plans économique et sanitaire. Deux exemples ont été cités : l'éclaircissage chimique des pommiers devra être remplacé par l'éclaircissage manuel, et le désherbage chimique de la mâche devra être remplacé par du personnel enlevant les mauvaises herbes au moment de la mise en barquette. De même, la suppression de fongicides entraînera le développement d'ennemis invisibles, les mycotoxines, substances cancérigènes produites par des champignons, a souligné Pierre Feillet, ancien directeur général de l'Inra. Le collectif des professionnels est présidé par Bernard Géry, maraîcher en région nantaise.